

## La citoyenneté d'un point de vue global : la mondialisation des formes de protestation et la fracture des obstacles de l'expression politique

Najla Arfa\*

### Introduction :

La citoyenneté reflète une culture sociale ancrée dans la pratique des individus et des peuples<sup>1</sup>. De ce fait, chaque culture démocratique peut être mesurée par le degré d'engagement des peuples, des acteurs politiques et des personnes civiles dans l'application des principes de citoyenneté, d'une part, et par l'ancrage de ces principes à travers la législation et les rôles des institutions intermédiaires<sup>2</sup>, d'autre part.

C'est dans ce contexte que les protestations populaires, qui ont eu lieu à de multiples occasions et dans des étapes historiques contextualisées par des revendications politiques, économiques et sociales, ont matérialisé l'image d'une citoyenneté active ayant fait de l'espace public (la rue) un point de positionnement et d'escalade des slogans de protestation<sup>3</sup>.

Les thèmes de protestation ont été centrés sur des revendications politiques et civiles qui s'intégraient dans une optique de la citoyenneté au-delà de leur dimension locale, acquérant une dimension universelle au-delà de la culture locale, privée et fermée. La mondialisation de la protestation a également contribué à l'internationalisation des significations de la citoyenneté, qui, malgré les différences, est devenue une pratique quotidienne qui se croise dans ses cadres et ses formes entre les différents peuples du monde<sup>4</sup>. À ce titre, la citoyenneté a pris un ton mondialisé qui est influencé par le politique, et qui influence la manière, les thèmes et les modes de protestation. Protester raconte les récits des acteurs qui veulent élever et visibiliser leurs revendications à travers des groupements

\* Chercheur au Centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales - CEMI

<sup>1</sup> Morin, Edgar. «Les sept savoirs nécessaires », *Revue du MAUSS*, vol. no 28, no. 2, 2006, pp. 59-69.

<sup>2</sup> <https://shorturl.at/kwFP4>

<sup>3</sup> Voir :

\* Fillieule, Olivier, et Danielle Tartakowsky. «La manifestation dans l'espace public», *La manifestation*. Sous la direction de Fillieule Olivier, Tartakowsky Danielle. *Presses de Sciences Po*, 2013, pp. 139-174.

\* Favre, Pierre., *Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics*, Pierre Favre éd., L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations. La Découverte, 2007, pp. 193-213.

<sup>4</sup> <https://shorturl.at/itTV1>

humains dans l'espace aussi bien politique que civil.

Par ailleurs, si on prend en considération les changements dans les formes de protestation, il apparaît que leurs circonstances et leurs modalités ont subi une transition allant d'une mobilisation populaire massive vers une protestation fragmentée. Ils ont impliqué d'une part, des changements dans le sens de la citoyenneté et, d'autre part, une évolution de l'interaction de l'autorité avec les manifestants via l'attaque des groupes d'acteurs dans une démarche qui vise la dispersion et la fragmentation de l'effort de protestation et ceci dans le cadre des stratégies d'isolement que l'Autorité adopte afin de faire face à de tels mouvements. Au fur et à mesure de ces transformations, nous en sommes venus à parler de l'invisible dans le sens de dématérialiser ce qui était visible dans l'espace de protestation des individus et des slogans, vers une présence dématérialisée mais d'autant plus efficace en termes de slogans, de significations et de thématiques<sup>5</sup>.

De nombreux mouvements de protestation depuis 2008 ou avant, allant de la Grèce à l'Espagne en passant par la Tunisie et les États-Unis d'Amérique, ont constitué ce que nous appelons «une transition protestataire», pour arriver jusqu'à 2011 et au-delà, et ont représenté des moments où ces schémas de protestation remontent à la surface de la réalité en les transformant en thématiques de participation, de débat et de critique<sup>6</sup>.

Ces mouvements de protestations ont eu un impact certain sur la manière de traiter l'affaire

publique chez les jeunes ainsi que sur leurs représentations de la politique de manière plus globale. On peut catégoriser le processus de protestation en trois périodes et à trois écoles. La première est l'école américaine qui a intégré les luttes des noirs américains (des luttes pour les droits) et qui a instrumentalisé la sociologie et les sciences politiques afin de comprendre comment ces mouvements peuvent-ils influencer le régime politique et ses choix politiques et légaux. La deuxième étant l'école française qui appartient à la culture française et qui est partie des événements de Mai 1968 quand les étudiants, les ouvriers et une partie de la classe moyenne ont obligé le régime politique à adopter des changements politiques et légaux radicaux. La recherche sociologique sur les mouvements sociaux est partie de la réalité empirique qui met de côté les théories et s'intéresse directement aux événements concrets sans hypothèses préalables ou sans poser de postulats qui peuvent être confirmés ou infirmés, contrairement à l'école américaine. Le terme de nouveaux mouvements sociaux est apparu comme un principe et un point de départ pour mesurer la capacité de ces mouvements à provoquer des changements politiques, à travers la présence de l'hypothèse d'unification, d'identité et de finalité telles que définies par Alain Touraine. Quant à la troisième école, elle concerne les mouvements sociaux qui ont interagi avec le contexte transitionnel en Tunisie et dans d'autres pays arabes ou occidentaux dans le contexte global post 2011. La définition de ce que sont ces mouvements n'est pas encore définitivement arrêtée, malgré l'existence des conditions et modalités de leur fonctionnement en tant que mouvements sociaux classiques<sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> Negt, Oskar. «L'espace public oppositionnel aujourd'hui», *Multitudes*, vol. 39, no. 4, 2009, pp. 190-195.

<sup>6</sup> <https://shorturl.at/uBFST>

---

<sup>7</sup> Touraine. Alain, 2005, *Un nouveau paradigme : Pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Fayard Edition

Il est possible de répartir ces mouvements sur trois périodes. La première va de 2011 à 2014 (2011 étant le départ de la mise en place de la transition démocratique). La deuxième est celle entre 2014 et 2021 (la période des élections multiples, les protestations généralisées, la préoccupation de la société civile du traitement des questions politiques). La troisième période se situe entre 2021 jusqu'à ce jour (la période du changement politique, l'apparition de nouveaux acteurs, l'évolution des formes de lutte politique).

Dans ce travail, il est de notre intérêt de nous arrêter, en premier, sur les caractéristiques et les modalités de la transformation du visible en visibilisation de l'invisible et avant cela, d'analyser les contextes de la mondialisation de la citoyenneté et également, de comprendre et expliquer le passage de la protestation généralisée mobilisatrice à la protestation fragmentée. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les paradigmes, les conflits entre groupes et certaines théories des mouvements de protestation. Nous utiliserons également la technique de l'analyse de contenu à travers laquelle nous retournons sur différents documents qui historisent les instants de protestation, ses revendications et interactions avec le moment présent ; ainsi que le contenu du discours qui va au-delà du local et appelle à ce que les acteurs considèrent comme l'unité et l'indivisibilité des problèmes, et par conséquent la recherche d'intersections et de points de convergence avec ceux qui partagent avec eux les moments de la protestation, de la revendication et du conflit<sup>8</sup>.

En s'appuyant sur la catégorisation des mouvements de protestation que nous avons présenté on va s'intéresser, dans ce travail, à

<sup>8</sup> Crozier. Michel et Friedberg. Ehrard, 1977, *l'acteur et le système*, rééd. Seuil, coll. «Points essais», 2007.

la capacité de la citoyenneté, d'un point de vue global, et son impact sur l'existence des mouvements de protestation dans les périodes suscitées sans oublier les mécanismes de lutte protestataire et la distribution de la force protestataire entre le visible et l'invisible.

Nous nous interrogerons également si la transition politique d'après 2011 a été poussée vers la «transition protestataire» ou l'inverse, si ces mouvements de protestation ont constitué une reconnaissance politique ou une reconnaissance sociale, et si c'était une reconnaissance politique est-il possible de dire que ce fut une reproduction du mouvement de mai 1968 ? Et si ses revendications ont été une reconnaissance sociale, peut-on dire que c'était la reproduction du mouvement protestataire des années 50 en Amérique ? ou bien une expression générationnelle qui produit son soi actif (selon Alain Touraine) sans instrumentaliser l'historicité des mouvements protestataires selon l'expression d'Edgar Morin ? Comment peut-on, à travers ce travail, mettre en évidence l'idéal-type du protestataire conscient selon les expressions de Max Weber ?

L'analyse de ce travail s'appuie sur les thèses du conflit de groupe et sa formation, ainsi que sur la manière de gérer le conflit pour Michel Crozier. D'autre part, nous nous intéressons aux rôles de l'espace public en tant qu'espace de protestation dans le processus de production de la citoyenneté.

## I - Les contextes de la globalisation de la citoyenneté

Il n'est désormais plus possible d'isoler les contextes de la citoyenneté de leur environnement international mondialisé ; car les valeurs de la citoyenneté transcendent les contextes nationaux, les systèmes et les formes politiques des États.

Ce concept, selon Žižek, est lié aux connotations politiques de la participation aux affaires publiques, à la culture de la participation, à la gestion et de la participation au débat public sur divers enjeux et problèmes sociaux<sup>9</sup>.

D'autre part, la participation citoyenne se construit sur la base d'une prise de conscience individuelle et collective qui se nourrit de l'éducation sociale à travers diverses institutions et intermédiaires ayant un pouvoir d'influence qui fait de l'acte de citoyenneté une valeur pré-politique et civile. Les mouvements de protestation à travers le monde ont été associés à un ensemble de valeurs qui exprimaient des questions de valeur ou d'intérêt public et qui affectent radicalement les groupes et les individus<sup>10</sup>.

Dans ce contexte, les formes, les sens et le contenu de la protestation ont évolué depuis le commencement de ce que l'on peut appeler des réactions périodiques et simultanées dans différents pays du monde. Parmi ces mouvements de masse, rappelons ce qui s'est passé en Grèce en 2008 et avant ; ce vaste mouvement de protestation réclamait des réformes du contexte politique intérieur, c'est-à-dire de changer les acteurs à qui on demandait d'adopter de nouvelles politiques qui rompent avec le suivisme à certaines valeurs de gestion économique et politique mondialisée. Ces protestations ont exprimé la formation d'une conscience transnationale, c'est-à-dire qui transcende les cadres locaux et qui est affectée par des valeurs mondialisées ainsi que des perceptions politiques qui constituaient des sources à des crises économiques, sociales et politiques<sup>11</sup>.

---

<sup>9</sup> Žižek, Slavoj, 2012, *The Year of Dreaming Dangerously*, Verso edition.

<sup>10</sup> Jürgen Habermas, *Espace public et démocratie délibérative : un tournant*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 2023, 144 p., ISBN : 978-2-07-301228-9.

<sup>11</sup> Morin, Op.cit.

Ces mouvements ont démontré l'émergence d'une culture sociale commune et inclusive qui critiquait les valeurs et les modes de gestion en vigueur et adoptait des slogans d'indépendance, de liberté de gérance et de choix des méthodes politiques participatives. A ce stade, la citoyenneté comme valeur culturelle intervient d'abord dans la prise de conscience de ces contradictions, puis travaille à formuler des visions locales qui s'inspirent de l'universel, mais dans un contexte national caractérisé par des spécificités, une culture et une rentabilité politique, ce qui lui permet de jouer plusieurs rôles au niveau d'une large participation à dimension nationale, inspirés par les besoins et les implications de la citoyenneté.

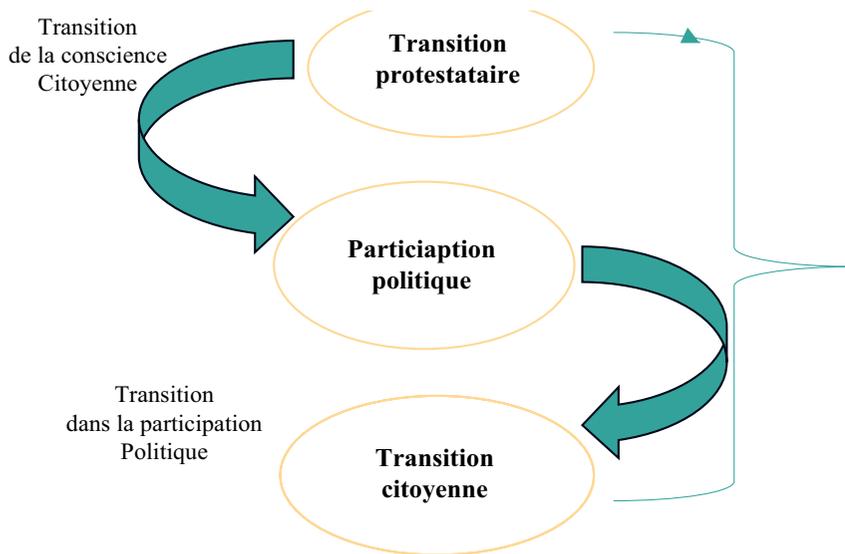
Dans ce même cercle d'analyse, les manifestations du bassin minier en 2008 en Tunisie ont été, par excellence, un signal politique fort que la prise de conscience citoyenne avait atteint un stade où les masses, les individus et les groupes devenaient les artisans de l'événement politique et social.

Cette corrélation claire apparaît entre la citoyenneté comme valeur et culture et la protestation comme incarnation pratique et apparente. Si la citoyenneté est soumise à une transition des citoyens, et si la contestation est soumise à son tour à une transition contestataire, alors la participation politique est soumise à son tour à des cycles de transition de sorte que l'on parle d'une transition de la participation qui s'articule autour d'elle-même, de la citoyenneté et de la manifestation<sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> Bourdieu, Pierre, 1970, *La reproduction*, Editions de Minuit.

### Schéma 1 : De la transition citoyenne à la transition politique



Source : réalisé par la chercheure

En vertu de cette transition généralisée de la protestation et de la participation politique, la citoyenneté ne peut être isolée des contextes mondiaux de protestation. Si l'on s'intéresse à la revendication de contestation en Espagne (les mouvements des indignés)<sup>13</sup>, aux États-Unis d'Amérique (Occupy Wall Street)<sup>14</sup> ou des manifestations des «gilets jaunes»<sup>15</sup> en France, on se place à des carrefours différents et variés au niveau des revendications des manifestants qui se sont révoltés pour changer les systèmes économiques et financiers existants et trouver des solutions aux crises accumulées et à ce qui peut être considéré comme un désengagement de la mondialisation qui limite les libertés individuelles et collectives, perpétue plus d'hégémonie et

qui fait la perte de l'État de ses fonctions sociales et économiques. De ce fait, la citoyenneté apparaît comme une fenêtre qui condense l'expression de ces significations et comme indices qui confirment que la citoyenneté est une affaire mondialisée.

Ces mouvements n'étaient pas dénués d'une présentation idéologique qui orientait et encadrait leurs revendications. Les écrits de Stephan Hessel<sup>16</sup> («indignez-vous» en 2010 et «engagez-vous» en 2011) ont

représenté des manifestes de contestation depuis 2010 et de l'évolution de la contestation d'un pays à un autre et d'un groupe contestataire à un autre sur fond de protestation mondialisée et de revendications de rupture avec les politiques en place.

La protestation a créé plusieurs sociétés selon l'expression de Manning Nash<sup>17</sup> et les rôles ont été inversés. La protestation capable de mobiliser son potentiel politique et à atteindre le pouvoir (comme le mouvement des indignés<sup>18</sup> en Espagne), tandis que d'autres mouvements n'ont pas pu se transformer en une instance structurée pouvant constituer une alternative au niveau de la pratique et de gestion des affaires publiques, surtout en période de transition démocratique dans des pays comme la Tunisie et l'Égypte, malgré une récurrence protestataire intense et l'implication des acteurs dans la lutte depuis

<sup>13</sup> Garcia Fernandez, A., & Petithomme, M. (Eds.) 2016. *Contester en Espagne : Crise démocratique et mouvements sociaux*. Demopolis.

<sup>14</sup> "Another World Is Possible": How Occupy Wall Street Reshaped Politics, Kicked Off New Era of Protest, on 17 sept. 2021, at <https://shorturl.at/czFQT>.

<sup>15</sup> Toute l'histoire du mouvement des Gilets jaunes, on 10 déc. 2018, at <https://shorturl.at/bdHLS>.

<sup>16</sup> <https://shorturl.at/elyC0>

<sup>17</sup> Nash, Manning, 1984, *Unfinished Agenda: The Dynamics Of Modernization In Developing Nations*, Routledge; 1st edition.

<sup>18</sup> *Ibid.*

avant 2011 (Mouvement Kifaya<sup>19</sup> et Mouvement du 6 avril<sup>20</sup> en Égypte ).

Le mot d'ordre de ces mouvements dans ces pays a été «Occupy», c'est-à-dire que nous assistons à l'apparition de ce que nous avons appelé la transition contestataire. Puisque ce qui est exigé du régime n'est plus de laisser l'espace public à la liberté de discussion et de débat mais de céder cet espace à l'occupation des manifestants. Pour que l'occupation d'un espace se produise, cela signifie expulser l'acteur contrôleur d'origine dans cet espace et le positionnement à l'intérieur de celui-ci par ceux qui prétendent à son occupation.

La revendication protestataire a évolué, comme nous l'avons indiqué, de la demande de participation à la demande d'appropriation de l'espace et de repenser ce qui pourrait y circuler. Les mouvements de contestation qui ont débuté en 2011 ont représenté un prolongement objectif de ces mouvements. Pour les manifestants, brandir le slogan «Dégage» signifie, en partie, le retrait de l'acteur ou les acteurs de l'espace public afin de le réorganiser en fonction d'une demande protestataire révolutionnaire qui s'est construite à travers la mise en réseau et l'implication dans un système cybernétique mondial de troisième génération, système qui retransmet directement l'événement protestataire et présente les différentes expériences, leurs résultantes et leur fonctionnement<sup>21</sup>.

Depuis fin 2010, le monde a assisté à une transition protestataire faisant évoluer les contenus protestataires de la dimension civile à la dimension politique.

---

<sup>19</sup> Sikka, Nadine, «Nouveaux mouvements sociaux et révolution égyptienne», *Outre-Terre*, vol. 29, no. 3, 2011, pp. 365-371.

<sup>20</sup> <https://shorturl.at/gkvw0>

<sup>21</sup> Castells, Manuel, 2001, *La société en réseau*, Fayard.

De nombreux mouvements ont réussi à concrétiser l'alternative politique, qui a été le fruit d'un large dialogue entre les différents contestataires et les sympathisants, sans tenir compte de l'idéologie qui se rattache à ce mouvement. En d'autres termes, le mouvement de protestation n'évoluait pas dans une thèse politique qui motivait ou qui se trouvait derrière cette contestation. Dans d'autres mouvements, la protestation est devenue un levier politique qui l'a fait se déplacer dans l'horizon de l'idée politique, ce qui a rendu la protestation sélective et n'a pas attiré plus d'individus que possible. Dans le premier cas, la contestation a réussi à se transformer en un parti politique qui pouvait participer au pouvoir. Dans le second cas, la contestation s'est arrêtée aux limites de ses revendications, ce qui ne lui a pas permis de se développer en une large base politique.

De même que les mouvements contestataires ont partagé les mécanismes de contestation et de revendication, ils ont diffusé les causes d'échec et de succès comme un exemple commun à de nombreux pays dans le cadre de ce qu'on appelle l'expérience comparée.

Il paraît évident que le mouvement contestataire en Tunisie n'a pas su se transformer en un parti politique participant au pouvoir ou s'y opposant à titre institutionnel. La citoyenneté a joué un rôle dans l'organisation de la relation entre la transition de la protestation en parti ou institution politique. La citoyenneté incomplète joue un rôle dans l'obstruction à la contestation d'accéder au statut de parti <sup>22</sup>.

Désormais, la citoyenneté est devenue à connotation mondiale qui dépasse le local étroit

---

<sup>22</sup> Brun, Frédéric. «La révolution en Tunisie», *Multitudes*, vol. 44, no. 1, 2011, pp. 22-25.

et s'ouvre sur des questions qui peuvent ne pas être conformes aux contextes internes des pays. Cependant, les aspirations des individus en sont venues à transcender les politiques des États en vertu de l'entrelacement des données de lutte, du travail en réseau et de l'universalité des problèmes.

Les nouveaux mouvements sociaux ont revêtu une variété de modèles de mouvement, de mobilisation et d'action autour des droits de troisième génération comme les questions de genre, d'environnement, de politique et autres<sup>23</sup>.

La question de la participation politique ne se limite plus à la question des élections ou de la participation aux affaires publiques, sans être affectée par le contexte mondial ni s'inspirer fortement des divers styles et expériences des pays voisins. Dans ce contexte, le cadrage de la citoyenneté s'est opéré avec des doctrines philosophiques, anthropologiques et juridiques fondées sur l'unification des enjeux humains et l'influence des acteurs au niveau mondial à travers la mondialisation et l'État néolibéral qui ne se contente pas de gérer les affaires publiques internes mais tente plutôt de généraliser les valeurs sociales, juridiques et politiques<sup>24</sup>.

Seyla Ben Habib parle du droit universel à la citoyenneté basé sur l'enracinement kantien (Emmanuel Kant) et évoque le concept dans le champ sociologique en relation avec les questions de migration, de mondialisation, de développement inégal, de droit de genre et de participation politique. Dans ce contexte, Seyla Ben Habib a écrit sur le printemps arabe

et les rôles de la citoyenneté dans la création des conditions d'une participation réussie au débat dans l'espace public : «Seul l'espace public est capable de réaliser les revendications légitimes et d'aller vers la libération des régimes autoritaires.<sup>25</sup>»

La transition politique a concédé avec une transition dans les revendications, les mécanismes et les méthodes de protestation. De même, il y a eu transition de la protestation invisible vers un retour de visibilité de l'invisible ou l'escalade la frustration protestataire qui n'a pas vu ses objectifs se réaliser depuis les débuts de la transition démocratique même avec les technologies modernes et le réseautage avec les organisations de la société civile au niveau local et mondial.

## II - De l'invisible à la visibilité de l'invisible :

La participation politique permet aux jeunes d'émerger en tant qu'acteurs prêts à contribuer dans l'enrichissement de l'affaire publique et à s'imprégner des enjeux et problématiques de la réalité dans ses différents aspects culturels, politiques, sociaux et économiques<sup>26</sup>. Le concept d'apparition ou d'émergence renvoie au lexique philosophique, qui désigne la présence matérielle ou non d'une personne et comme un symbole ou une métaphore et par lequel l'acteur s'engage à participer à l'enrichissement de la vie publique avec des propositions, des visions et des perceptions qui expriment une position, une réaction, ou protester contre le dominant<sup>27</sup>.

<sup>25</sup> Ben Habib. Seyla, «Le printemps arabe : religion, révolution et espace public», in *raison publique*, <https://shorturl.at/ovxQ3>.

<sup>26</sup> Morin, Op.cit.

<sup>27</sup> Foucault. Michel, 1975, *Surveiller et punir, Naissance de la prison*, Gallimard.

<sup>23</sup> Butler. Judith. P., 1990, *Trouble dans le genre Le féminisme et la subversion de l'identité*, La Découverte.

<sup>24</sup> Habermas. Jürgen, 1998, *L'intégration républicaine*, Fayard.

Dans ce contexte, les mouvements protestataires, à une période donnée de l'histoire politique de la révolution tunisienne, ont constitué une opportunité, dans la perspective d'une politique de rue, d'apparition ou de protestation par moyens et mécanismes diversifiés. Ces moyens et ressources mobilisés ont ouvert la voie, par l'apprentissage, l'accumulation et l'expérience, à l'émergence de la contestation comme expression juvénile de la participation aux affaires publiques. La protestation a constitué une action basée sur la mobilisation des différentes forces de jeunesse de diverses écoles politiques cherchant à exprimer un message de protestation politique qui porte une double dimension : La première dimension est l'affirmation de la présence, ou ce que nous appelons se tailler une place<sup>28</sup>. Quant à la deuxième dimension, elle concerne la question d'influencer les politiques publiques en s'attaquant à certaines lois, procédures ou titres politiques qui contredisent objectivement les revendications et les attentes des jeunes. La transition de la non-apparition à l'émergence (ou de l'invisible vers le visible) représente un processus culturel qui instrumentalise les médias sociaux et des changements politiques non classiques qui s'inspirent d'expériences mondiales de protestation à travers l'utilisation de chansons et de chants à connotation protestataire, un type de vêtements ou d'expressions particulier qui sont les caractéristiques de la présence remarquable, ou bruyante ou encore empreinte de performance théâtrale se rapprochant du spectacle (la brigade des clowns activistes). Goffman<sup>29</sup> parle de rôles et de théâtre, où les individus se transforment en acteurs sur scène qui jouent des rôles dans un jeu

<sup>28</sup> Honneth. Axel, 2013, *Un monde de déchirements*, La Découverte.

<sup>29</sup> Goffman. Erving, 1973, *La Mise en scène de la vie quotidienne*, Les Editions de Minuit.

de groupe. Joueurs : Les jeunes manifestants / Le théâtre : La rue / Le jeu collectif : La protestation.

Le pari était centré sur l'accaparement de l'espace public comme cadre au sein duquel le pouvoir de l'État apparaît, se reproduit, se redistribue et est utilisé dans ce que Max Weber appelle la violence légitime. L'archéologie de l'espace public a connu des changements fondamentaux quant aux missions, rôles et acteurs en son sein, ainsi qu'à ce qu'il pourrait être au sein des mouvements contestataires qui ont débuté en 2008.

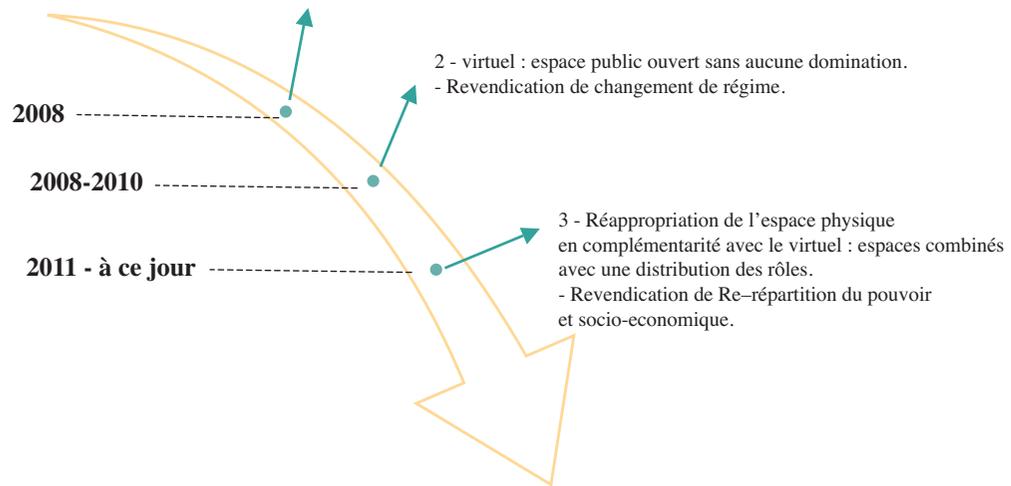
Dans la protestation physique (visible), la nature de cet espace était fermée face à la domination de l'État, qui ne permettait pas l'expansion de la superficie de l'idéologie ou des visions et perceptions qui pourraient permettre la création d'une sorte d'équilibre des forces. Les manifestants réclamaient un changement radical qui n'incluait pas de changement de régime dans les années 2008 et 2010, autant que les revendications étaient centrées sur la recherche d'alternatives politiques, développementales et culturelles.

L'espace public contestataire a migré vers l'espace virtuel (invisible) lorsque l'espace public physique n'a plus été en mesure de mobiliser. Cela a coïncidé avec les revendications protestataires de changement de régime depuis 2011, lorsque les régimes ont cessé d'être au niveau des revendications protestataires, notamment en ne permettant pas la présence dans l'espace public physique, l'escalade de la contestation et sa répartition horizontale dans plusieurs pays.

Une combinaison fonctionnelle (revisibilisation) entre le virtuel et le physique s'est, alors, opérée dans un effort de création d'un rapport de force plus équilibré permettant une redistribution des rapports entre les acteurs et des conditions et modalités de la pratique politique.

**Schéma 2 : la chronologie de la protestation du physique vers le combiné**

1 - physique : espace public fermé sous la domination de l'Etat  
 et toute tentative d'accaparement est confrontée à la violence légale.  
 - Revendication de changement de politiques publiques

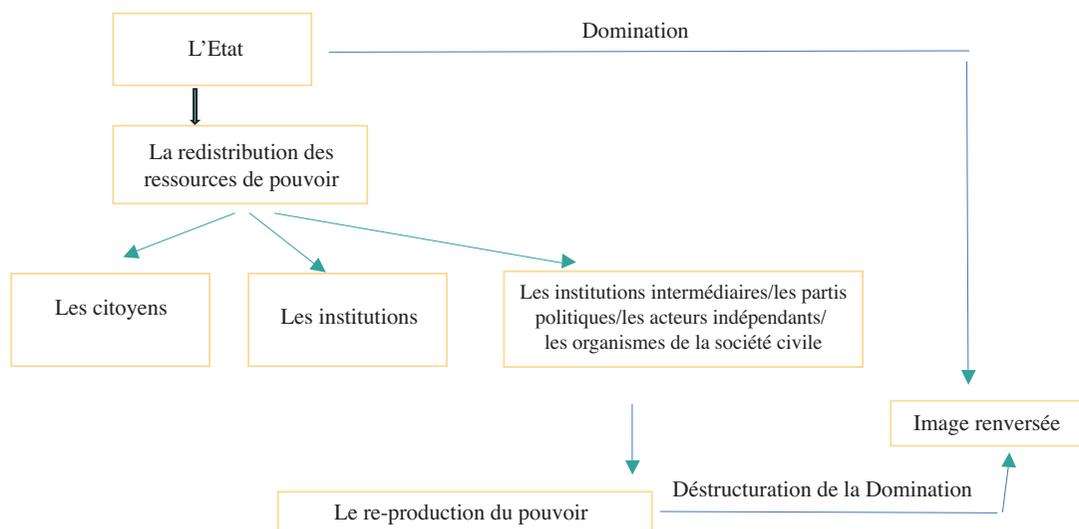


Source : réalisé par la chercheure

La répartition du pouvoir dans l'État moderne ouvre la voie à l'accomplissement matérielle et effectif de la citoyenneté et au système de droits politiques qui lui est associé et au cœur duquel se trouve le droit à la participation politique. Puisqu'il n'y a de véritable répartition du pouvoir ni de véritable séparation des différents pouvoirs que lorsque le principe de la participation politique des citoyens à la vie publique est réalisé en tant qu'incarnation matérielle d'un système politique basé, effectivement, sur le principe de la répartition du pouvoir.

Ainsi, cette répartition qui constitue le fondement même de la participation politique magnifie et consolide, à son tour, cette répartition<sup>30</sup>.

**Schéma 3 : la redistribution du pouvoir à travers les trajectoires de la citoyenneté et la participation**



Source : réalisé par la chercheure

<sup>30</sup> Clastres. Pierre, 1974, *La Société contre l'État*, Les Éditions de minuit.

Dans les systèmes traditionnels, le pouvoir était la propriété exclusive d'un individu ou d'un corps social limité ou encore d'un corps sectaire civil dominant. Et donc, la société ou les sujets ne sont aucunement concernés par ce pouvoir. Ils ne sont rien de plus qu'un moyen pour l'action de cette autorité et ce à travers une soumission complète exigée.

Dans l'ancien régime, la polarisation entre gouvernants et gouvernés était forte et il n'était pas possible d'imaginer que les gouvernés accèdent aux postes de gouvernance spontanément et sans heurts. En conséquence, il était interdit aux gouvernés de devenir gouvernants sauf lorsque les premiers prenaient le chemin de la rébellion et de la révolution contre l'autorité établie. La possibilité de substitution réside, de ce fait, à l'extérieur de l'entité du pouvoir et non à l'intérieur de celle-ci.

Le concept de pouvoir a changé dans le système de l'État moderne : il n'est plus considéré comme la propriété exclusive d'un groupe limité de la société, mais plutôt comme une propriété publique, semblable à la richesse et à toutes les autres propriétés souveraines du peuple<sup>31</sup>.

Bien que, dans une grande partie du monde, le pouvoir appartient, encore à ce jour, à des élites militaires, religieuses, extrémistes, ou à un parti unique.... Ceci constitue des cas qui appartiennent au modèle traditionnel du pouvoir - avant l'établissement de l'État moderne - mais n'infirme pas la règle à partir de laquelle nous sommes partis, à savoir que le pouvoir dans l'État moderne est la propriété du peuple, tout comme la réalité des expériences de gouvernance

<sup>31</sup> Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. de l'allemand par L. Bernardi. Paris, Aubier, 2001, 521 p.

dans les systèmes politiques modernes établit la preuve matérielle de sa validité<sup>32</sup>.

Pour que le pouvoir devienne un bien public, cela signifie qu'il représente l'un des droits des citoyens ou, disons, qu'il est devenu l'un des droits de la citoyenneté.

Néanmoins, ce droit revêt un sens précis : le pouvoir n'est pas un gâteau qu'on divise en tranches entre des individus et des groupes, ou qu'on distribue par le mécanisme de quotation (= s'accorder mutuellement sur un quota). Nous citons à titre d'exemple, la répartition dans des pays comme le Liban et l'Irak. Mais le droit à cela, signifie le droit des citoyens de participer à la gestion de leurs affaires publiques<sup>33</sup>.

Cet enjeu ne peut être appréhendé qu'à la lumière d'une définition précise du sens du pouvoir : le pouvoir n'est rien d'autre que la capacité de gérer les affaires publiques et la disposition d'outils et de moyens (cadres et institutions) chargés d'assurer cette capacité à gérer. Que signifient, par exemple, la représentativité et les élections, sinon sécuriser ces moyens et encadrer la participation à la gestion des affaires publiques ? Que signifie la reconnaissance des libertés d'opinion, d'expression, d'édition, de publication de journaux et de création d'associations, sinon fournir les moyens et les outils de la participation politique ?

Lorsque les citoyens expriment librement leurs opinions dans les affaires publiques, ils participent à la vie publique ; lorsqu'ils participent au scrutin et élisent leurs représentants dans les conseils, ils participent à la gestion des affaires publiques ; et lorsqu'ils dirigent les conseils

<sup>32</sup> Castoriadis. Cornelius, 1999, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil.

<sup>33</sup> Jacques Derrida et Jürgen Habermas, *Le «concept» du 11 septembre. Dialogues à New York*, présentés et commentés par Giovanna Borradori, Paris, Galilée, 2004.

locaux et nationaux, ils participent à la gestion de leurs affaires. Ainsi, nous les voyons entrer, graduellement, dans un espace qui leur était fermé et monopolisé par d'autres et qui est le domaine du pouvoir. En même temps, ce pouvoir sort d'un statut de blocage pour devenir, progressivement, un système ouvert.

Cependant, le principe de la participation politique doit être envisagé de manière réaliste, historique et cumulative, de sorte à éviter la voie de la modélisation formelle et celle de la pensée normative. Il n'y a pas de modèle de référence standard que les sociétés et les États doivent suivre pour que le principe de participation politique soit correctement réalisé<sup>34</sup>.

Si l'état d'alternance du pouvoir, en occident aujourd'hui, constitue un critère pour parvenir à la participation politique dans sa forme la plus culminante, il ne réussit que dans les démocraties anciennes ; dans les pays qui ont fait de grands progrès dans l'expérience de la participation politique et qui y ont réalisé une grande accumulation d'expériences et d'acquis. Par conséquent, il est utile pour les pays qui sont nouveaux dans la modernité politique de commencer l'expérience de la participation politique à partir de ses premiers noyaux sans une imitation des autres noyaux avancés, d'y entrer avec une volonté réelle et d'accumuler leurs propres expériences avant d'aspirer à atteindre les cercles supérieurs<sup>35</sup>.

Malgré la multiplicité des indicateurs liés à la participation politique, celui qui prévaut au niveau international est que cette participation soit corrélée à la question de la citoyenneté. Les

systèmes constitutionnel et juridique considèrent la participation comme la base de l'exercice des droits de voter, de se présenter et de s'engager politiquement dans les partis et les organisations politiques qui se font concurrence et luttent pour accéder au pouvoir par le biais des différents processus électoraux.

Il est probable que la question de l'appartenance à des organisations civiles et professionnelles représente des exceptions notables, étant donné que ces types d'organisations sont qualifiés pour jouer un rôle de premier plan dans le processus de développement politique et impactent fortement sur la citoyenneté et la participation politique ensemble.

### III - De la protestation généralisée à la protestation fragmentée :

Le schéma n° 2 expose la chronologie de la contestation et des revendications qui ont accompagné l'évolution des actions contestataires.

Depuis 2008, la principale demande s'est axée sur la réforme du régime, ce qui signifie que les thématiques des protestations n'ont pas dépassé les revendications macro dans un espace public politique fermé. Tout comme la période de fin 2010, pendant laquelle, les peuples ont appelé au renversement des régimes. A partir de 2011, les revendications ont intégré en addition une dimension micro avec la défense des droits qui relèvent du local comme protester sur les problématiques de l'eau, de développement régional ou de transport tout en les défendant dans leur contexte global et les reliant à des enjeux politiques dans une dualité entre le virtuel et le physique.

De ce fait, le processus de l'évolution de la protestation vise à engager les citoyens dans

<sup>34</sup> Bauman. Zygmunt, Bordon. Carlo, *State of Crisis*, Cambridge, Polity, 2014, 180 p.

<sup>35</sup> Arendt. Hannah, 2001, *Qu'est-ce que la politique ?* Seuil.

l'opération de gestion de l'affaire publique par le biais de la participation massive et qualitative. Et par là on passe d'une donne théorique politique en une pratique citoyenne qui englobe les différentes théories et visions au sein de la société dans sa diversité. C'est dans ce cadre, que la participation politique passe par la mobilisation de multiples mécanismes, la valorisation de l'activité protestataire et l'accumulation de l'expérience politique<sup>36</sup>.

Par ailleurs, la période de transition démocratique a permis de constater que la participation à la vie politique est passée d'une mobilisation unifiée globale autour de grands enjeux politiques, sociaux, culturels et économiques, vers une fragmentation de ces enjeux dans le cadre d'une diversification en nature et en volume des énergies et mécanismes de contestations d'une part, et la tendance vers la prise en compte des nouveaux enjeux émergents en les instrumentalisant dans le processus de lutte pour la participation politique d'autre part .

Ce processus a instrumentalisé la mobilisation dans les enjeux politiques en faisant que la contestation soit orientée vers la critique et la transformation des politiques publiques, des programmes des partis politiques et de la société civile ainsi que de la participation des citoyens. Cette remise à jour doit se faire en réponse à l'actualité et à l'évolution politique, économique et sociale<sup>37</sup>. Ce processus impose également un changement dans les formes, les mécanismes et les générations de protestation, ce qui signifie créer une capacité de protestation horizontale qui s'étend à tout le spectre politique en réunissant

toutes les conditions de réussite des actions de protestation à travers l'unification des buts, des identités et de la mobilisation des ressources. Par objectifs, nous entendons l'intensification de la protestation afin de pousser l'acteur politique à faire des concessions politiques ou des réformes et des changements nécessaires à la construction d'orientations conformes aux exigences de la société. Quant à l'identité, on entend par là, le rassemblement des manifestants autour d'idéologie et de tactiques politiques unifiées qui visent à impliquer le plus d'acteurs possibles dans le processus politique. Et concernant la mobilisation des ressources, on fait allusion ici à l'investissement et l'adaptation de toutes les potentialités dans le sens d'une différenciation entre la force contestataire d'une part, et l'État à travers ses acteurs d'autre part.

Les différents régimes politiques ont été témoins de manifestations allant de la demande de renversement du régime à la demande de réforme au sein du système officiel. Dans ce contexte, la contestation en Tunisie en 2011 est passée des grands titres de la demande de renversement du régime à des revendications qui expriment un rejet des consensus entre les acteurs politiques, comme ce fût le cas dans les manifestations de la campagne Manich Msameh<sup>38</sup>. Ce mouvement est parti d'un slogan opérationnel qui parle de règlements politiques, à l'intérieur d'un système de même nature mais qui affecte d'un point de vue holistique toutes les étapes du processus politique, puisqu'un même système politique reproduira ses spécificités liées à la politique de relations clientélistes et supra concis isolées de son contexte social général<sup>39</sup>.

<sup>36</sup> Le Texier, Thibault. « Bourdieu (Pierre), Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992, édition établie par P. Champagne, R. Lenoir, F. Poupeau et M.-C. Rivière, Paris, Seuil-Raisons d'agir, 2012, 672 p. », *Politix*, vol. 99, no. 3, 2012, pp. 261-264.

<sup>37</sup> Rawls. John, 1999, *Théorie de la justice*, du Seuil.

<sup>38</sup> La campagne Manich Msameh se positionne contre la loi sur la réconciliation économique et financière depuis septembre 2015.

<sup>39</sup> De Briey. Laurent, 2009, *Le sens du politique Essai sur l'humanisme démocratique*, Mardaga.

Notre approche du concept de contestation au sein des sociétés contemporaines débute de la considération que dans les sociétés démocratiques, ou en transition démocratique, l'activité des citoyens ne se limite pas seulement à la participation politique représentée dans le choix des élus par le vote, les activités de campagnes électorales et activités sociales civiles.

Au contraire, l'activité citoyenne transcende, souvent et à juste titre, les limites des pratiques de la politique traditionnelle vers le domaine de la participation à des manifestations, des protestations et d'autres formes de mouvement politique, liées à l'action politique non traditionnelle.

Dans ce contexte, le mouvement contestataire se distingue de la pratique de la politique traditionnelle sur plusieurs points, notamment :

- La protestation est un mécanisme d'action directe pour affronter l'élite politique ;
- La protestation se concentre sur des questions spécifiques et des objectifs politiques, ou ce qu'on appelle des dossiers de revendications ;
- Le lieu, l'espace et l'heure de la manifestation sont sous le contrôle du public.

Les défenseurs de la liberté de manifestation estiment que les masses protestataires peuvent considérablement accroître leur influence sur les décideurs politiques pour obtenir leurs revendications<sup>40</sup>.

Il est certain que le mouvement de protestation n'est pas un nouvel élément du politique dans les sociétés, historiquement parlant. La protestation individuelle ou collective est considérée comme l'acte qui exprime le plus la solidarité entre les individus auquel un citoyen a recours, pour

exprimer ses revendications, souvent motivées par des sentiments de frustration et de privation.

Le mouvement de protestation est principalement concentré parmi les personnes socialement marginalisées ou les groupes qui ont été exclus de l'action politique officielle, voire les personnes non-exclues mais engagées dans une lutte visant un changement donné, de sorte que l'action politique non traditionnelle représentée dans les protestations constitue un exutoire pour ces groupes qui sont privés de pratiquer la politique ou de bénéficier de ses avantages via les canaux traditionnels.

A travers des études et des observations directes du développement des formes du mouvement de protestation, un modèle rationnel peut être développé concernant la forme et le niveau de participation à la protestation, en commençant par le mouvement de protestation le moins extrême et en finissant par le plus extrême<sup>41</sup>.

*Le premier niveau* : passer de la politique de contestation traditionnelle à la politique non traditionnelle, comme la signature des pétitions et la participation à des manifestations légales et qui représentent des activités politiques non ordinaires ;



*Le deuxième niveau* : le passage aux réactions et aux sanctions disciplinaires ;



*Le troisième niveau* : les activités politiques illégales mais dénuées de violence, telles que les grèves non officielles ou l'occupation pacifique de la voie publique ;



*Le quatrième niveau* : le mouvement de protestation violent.

<sup>40</sup> Negri, Antonio. «Multitude : guerre et démocratie à l'époque de l'Empire», *Multitudes*, vol. no 18, no. 4, 2004, pp. 107-117.

<sup>41</sup> Habermas. Jürgen, 1981, *Théorie de l'agir communicationnel*, Fayard.

Ces différents niveaux expliquent le fait que le mouvement de protestation soit une action cumulative, en chaîne et que les individus politiquement actifs participent généralement aux formes les moins intenses de protestation. Le mauvais côté de la protestation politique apparaît lorsque les citoyens franchissent le niveau 4 et adoptent un comportement anarchique. Cela nous amène à nous interroger sur les raisons de la protestation ?

Les sociologues ont tenté d'organiser ces causes et motifs afin de clarifier les sources générales de l'activité de protestation. Un certain nombre de théories générales ont été proposées pour expliquer les motifs individuels et collectifs de la protestation, notamment :

- **La théorie de la privation**<sup>42</sup>, qui considère que la protestation repose principalement sur des sentiments de frustration et de marginalisation politique. Les analystes depuis l'ère d'Aristote ont considéré que l'insatisfaction personnelle et la lutte pour de meilleures conditions sont les principales causes de la violence politique, de sorte que la causalité fondamentale de l'évolution dans la chaîne de violence politique commence par le sentiment croissant de rancœur. Ce ressentiment se politise et finit par s'incarner dans une violence politique envers des cibles et des personnalités politiques. L'articulation principale de ce modèle est que l'insatisfaction et l'éloignement politique doivent être les principaux indicateurs de protestation. Cette théorie suggère indirectement que l'activité politique non traditionnelle devrait, donc, être plus répandue parmi les individus ordinaires et les groupes exclus de la politique officielle

qui trouvent une raison de se sentir privés de leurs droits et insatisfaits.

- **La théorie du modèle de référence**<sup>43</sup> : Dans cette théorie, la protestation et l'action collective ne sont pas considérées comme des signes précurseurs impulsifs de personnes frustrées. Mais que la protestation est, plutôt, considérée comme un autre recours politique comme le vote, l'activité de campagne électorale ou l'activité collective à laquelle un groupe peut recourir dans sa quête de ses objectifs. Et le comportement politique ne représente pas une déviation non traditionnelle et irresponsable, comme le suggère le modèle de privation. La protestation est plutôt considérée comme une partie naturelle du processus politique, où les groupes politiques s'affrontent pour accéder au pouvoir. Et si nous excluons le vote et les élections, alors, la protestation est l'une des formes les plus connues de participation politique populaire. Cette théorie est efficace pour mesurer la relation entre la participation politique traditionnelle et la participation politique non traditionnelle ainsi que la popularité de chacune. Bref, la protestation n'est pas juste un exutoire pour ceux qui se sentent marginalisés et démunis selon la théorie de la privation, mais c'est plutôt le contraire qui est souvent prouvé, à savoir que l'insatisfaction est une incitation à manifester. Le modèle de référence décrit plus précisément les manifestants comme des individus qui ont la capacité d'organiser et de participer à des activités politiques sous toutes leurs formes, y compris la manifestation.

Aujourd'hui, la protestation est considérée comme la plus grande expression de la revendication démocratique et une tentative des citoyens

<sup>42</sup> Piketty. Thomas, 2023, *Une brève histoire de l'égalité*, Points.

<sup>43</sup> Bourdieu. Pierre, 2023, *Sociologie et démocratie*, Presses Universitaires Lyon.

ordinaires de faire pression sur les systèmes politiques pour qu'ils soient plus démocratiques. Dans la plupart des cas, les manifestants font pression sur l'élite et les décideurs politiques pour remettre à jour le processus politique<sup>44</sup> et c'est ce qui pousse les membres de l'élite à être plus efficaces face aux problèmes émergents. Par conséquent, ceux qui participent aux formes extrêmes d'action politique de protestation violente constituent un nombre très limité de citoyens.

Cet effort de pression et de protestation exprime la montée en puissance des valeurs de la citoyenneté comme caractéristique majeure et une expertise qui s'inscrit dans la culture démocratique. La citoyenneté garantit la mobilisation de tous les mécanismes et conditions d'influence dans les affaires publiques ainsi que l'opportunité de contribuer à créer des intersections et de rassembler le plus grand nombre possible d'intéressés aux affaires publiques.

La citoyenneté, en ce sens, est une identité explicative et motrice ou l'une des identités auxquelles un individu est affilié ; elle comprend des allégeances politiques multiples et pas nécessairement une identité unique, sachant que la multiplicité des affiliations politiques peut, parfois, conduire à leur contradiction.

De plus, la régression du rendement que peuvent connaître ces organisations politiques et la stagnation de leur capacité à répondre aux aspirations de leurs membres peuvent entraîner leur déclin et leur régression ou parfois leur disparition, ce qui fait de l'identité citoyenne un enjeu dynamique et en mutation qui change avec l'évolution des circonstances, des situations

<sup>44</sup> Manin. Bernard, 1995, *Principes du gouvernement représentatif*, Calmann-Lévy.

et des interactions des acteurs. Elle n'est pas simplement une structure fixe de loyautés et d'affiliations absolues<sup>45</sup>.

La citoyenneté joue un rôle important dans l'élaboration des mécanismes et des règles de la gouvernance démocratique et dans le renforcement de la participation politique en tant que concept en circulation à l'heure actuelle en politique et dans le cadre de ce que l'on appelle la démocratie délibérative<sup>46</sup>. Cette dernière constitue l'expression la plus réaliste des concepts de culture citoyenne, de participation à la prise de décision et d'identification de l'élite dirigeante.

Dans ce contexte, la participation des jeunes aux affaires publiques constitue l'une des formes de la démocratie délibérative et c'est aussi l'un des mécanismes de la citoyenneté active ou du soi actif selon l'expression d'Alain Touraine<sup>47</sup>. Elle permet également une sorte de veille populaire.

La participation politique des jeunes comble l'état de vide politique et stimule le processus de reformulation des priorités et des programmes des acteurs conformément aux agendas nationaux, et ce dans le but de parvenir à une complémentarité entre le travail des jeunes et celui des institutions officielles.

Les politologues<sup>48</sup> considèrent la participation politique comme donnant le droit démocratique constitutionnel à tous les membres adultes raisonnables de la société de participer de manière organisée à la prise de décisions politiques qui

<sup>45</sup> Kelsen. Hans, 2004, *La Démocratie : sa nature, sa valeur*, Dalloz.

<sup>46</sup> Habermas, Op.cit.

<sup>47</sup> Touraine, Op.cit.

<sup>48</sup> Voir : Seymour Martin Lipset ; Dankwart Rustow ; Guillermo O'Donnell.

concernent leur vie ensemble dans une société et d'exercer ce droit dans la pratique effective loin des facteurs de pression, de coercition et d'obligation. Elle doit obligatoirement rester dans un cadre démocratique cohérent avec celui du sens de la responsabilité sociale envers les objectifs généraux de la société et celui du sens de la liberté de pensée, de la liberté de travail et de la liberté d'expression d'opinion en faisant de l'éducation et la socialisation à la citoyenneté, un processus social et éducatif qui ne se limite pas à une étape spécifique et n'est pas lié à un niveau académique ou éducatif spécifique, mais un processus continu.

L'éducation à la citoyenneté se manifeste à travers l'identité personnelle qui permet aux jeunes de s'exprimer. C'est aussi un processus fortuit, voulu ou non, au niveau de l'individu et du groupe<sup>49</sup>. Elle vise à enseigner à l'individu ou au groupe des valeurs et orientations politiques explicites, ou des principes et tendances sociaux à connotation politique et dont le mécanisme se reflète dans son comportement social et politique, tous deux servant à fournir à l'individu les normes sociales pour qu'il puisse occuper une certaine place dans le système des rôles sociaux et devienne un membre reconnu et coopérateur avec autrui<sup>50</sup>.

La citoyenneté apparaît comme le noyau de la démocratie. La pierre angulaire de la démocratie en tant que mode de vie politique, comme l'évoquait John Dewey<sup>51</sup>, est la participation d'individus raisonnables à l'ancrage des valeurs qui organisent la vie de la communauté et la

démocratie. Selon cette vision, elle signifie la participation des individus et leur capacité à influencer l'élaboration des politiques publiques dans leur pays, et ce, le plus souvent, par le canal des partis politiques, l'action politique, la participation aux affaires de leur pays et l'encouragement de l'individu à prendre part à cette participation en appartenant à un groupe politique organisé au sein de l'un des partis, dans le but de se sentir politiquement en sécurité, ce qui permet le courage moral d'exprimer une opinion sur des questions publiques.

La mesure dans laquelle un citoyen participe à l'action politique dépend avant tout des intérêts du citoyen lui-même et du climat politique intellectuel, financier et social qui prévaut dans la société. Dans les sociétés occidentales, la participation politique est considérée comme un devoir civique pour les citoyens, et plus la participation est grande, plus le climat politique est sain. Cette participation est considérée comme le meilleur moyen de protéger les intérêts individuels et, dans certaines sociétés, les niveaux de participation les plus élevés se situent aux élections, bien que les résultats des élections diffèrent significativement d'un pays à un autre.

En général, les niveaux de participation augmentent avec l'augmentation de la volonté d'influencer ceux qui détiennent le pouvoir politique et de là apparaît le recours à la tentative d'utiliser des méthodes non traditionnelles pour influencer les politiques publiques sous la forme de ce qu'on appelle les nouveaux mouvements sociaux, qui sont une sorte de groupes de pression ou d'intérêts qui expriment des intérêts différents et œuvrent de manières différentes de celles habituellement associées aux groupes de pression.

---

<sup>49</sup> Honneth, Axel, 2008, *La société du mépris*, La Découverte.

<sup>50</sup> Bourdieu, Pierre, 1993, *La misère du monde*, Seuil.

<sup>51</sup> Michel Fabre, "John Dewey versus Hannah Arendt", *Recherches & éducations* [Online], 25 | 2023, Online since , connection on 13 July 2023. At <https://shorturl.at/arBS7>

La vie démocratique est liée à un rôle effectif et fort de la société civile. Cette société civile est un secteur non gouvernemental, que l'on appelle parfois le « tiers secteur » afin de le distinguer du gouvernement d'une part et du secteur privé d'autre part. Il se compose d'organisations, d'associations et de réseaux basés sur le travail bénévole et ne cherchent pas à réaliser des bénéfices<sup>52</sup>.

Dans la langue anglaise, qui, jusqu'à récemment, utilisait le mot «civil society» pour désigner la société civile et traduit en arabe<sup>53</sup> pour désigner l'association d'un groupe d'organisations non gouvernementales créées pour atteindre des objectifs sociaux avec la famille, les proches et les voisins et inspirés par la souffrance de la solidarité, de la loyauté et de la force du lien<sup>54</sup>.

Le rôle des organisations de la société civile dans l'accomplissement de la participation politique passe par la sensibilisation aux processus de participation et aux méthodes à suivre pour communiquer les idées et les revendications des individus, ainsi que par l'introduction des obligations et des devoirs imposés par le processus de participation.

Les institutions de la société civile jouent un rôle dans la promotion d'une culture de participation aux élections, car les individus sentent qu'à travers la société civile et ses institutions ils ont des canaux ouverts afin de présenter librement leurs opinions et leurs points de vue, même s'ils s'opposent au gouvernement et à ses politiques, pour exprimer leurs intérêts et leurs demandes de manière organisée et pacifique et sans avoir

recours à la violence tant que l'alternative pacifique est possible et réalisable.

La vérité est que ce travail conduit à renforcer le sentiment d'appartenance et de citoyenneté des individus et leur permet d'initier une action volontaire positive sans restriction voire sous l'encouragement du gouvernement à se déplacer librement et de manière indépendante.

Si la participation politique est un élément vital parmi les éléments sur lesquels repose le processus de développement politique dans la société, cela signifie que les médias peuvent contribuer à leur tour à pousser les citoyens vers une plus grande participation à la réalité politique et à les persuader d'abandonner la négativité qui est devenue un trait distinctif de la majorité des membres de la société. Ceux que l'on appelle la « majorité silencieuse »<sup>55</sup> qui n'influencent pas les événements politiques dans la société et n'interagissent pas avec ces événements et, donc, ils représentent un groupe qui n'a aucun rôle dans la création de l'état de mouvement politique requis par les processus de changement politique dans toute société désireuse de parvenir à un véritable développement dans ce domaine. Ces médias jouent un rôle majeur et effectif dans la mise en place du contexte de transformation politique dans différentes sociétés car ils reflètent la nature de la relation entre l'État et la société et entre l'élite et les masses.

En effet, Les médias ont une capacité importante à façonner les perceptions politiques des individus en leur fournissant des informations sur les affaires et les problèmes politiques et en concentrant leur prise de conscience sur l'importance de ces problèmes à travers le contenu qu'ils présentent

<sup>52</sup> Labib. Taher et autres, 1991, *La société civile*, Samed.

<sup>53</sup> «مجتمع اهلي»

<sup>54</sup> Paugam. Serge, 2008, *Le lien social*, PUF.

<sup>55</sup> Bourdieu. Pierre, 1973, « L'opinion publique n'existe pas », *Les temps modernes*, no 318, p. 1292-1309.

dans l'interprétation et l'analyse des événements ainsi que leur hiérarchisation.

À l'ère de la mondialisation, des structures supranationales ont émergé et ont fait de la question de l'identité nationale l'une des identités multiples d'une manière qui permet de parler de citoyens des marchés et de citoyens de Facebook, Twitter et des autres médias sociaux. Ce sont des situations qui doivent être surveillées et comprises pour réaliser leurs effets et leurs résultats, indépendamment de tout jugement concernant les aspects positifs ou négatifs associés à leur existence et à leurs activités, car la question la plus importante serait de savoir comment assurer l'existence d'une citoyenneté active et une démocratie forte en dépit de l'évolution des circonstances et des conditions. Sachant que le changement est une habitude humaine associée aux individus en tant qu'individus et aux structures qu'ils établissent dans diverses affaires et domaines.

Ces entités, qu'ils s'agissent d'États ou d'organisations, n'occupent pas tous les espaces de circulation et d'interaction entre les êtres humains et dès qu'il y a des espaces libres, il y a du mouvement et dès qu'il y a des espaces et du mouvement, il y a le temps que les individus impartissent tout autant que les structures qu'ils établissent pour servir des buts et des objectifs qui peuvent également changer avec le changement des temps.

Cependant, le temps que les individus physiques traversent est limité dans sa portée, tandis que les structures et les organisations vivent pour des périodes de temps indéfinies, malgré le changement de leur composition en individus physiques qui vont et viennent, tandis que les structures et les organisations demeurent<sup>56</sup>.

---

<sup>56</sup> Bauman, Zygmunt, 2006, *Liquid Times: Living in an Age of Uncertainty*, Polity.

Par conséquent, la caractéristique dominante des structures censées incarner la citoyenneté est la caractéristique de la pluralité et de la diversité, ce qui peut générer un sentiment de confusion, de fragmentation et un état d'incertitude.

Cependant, le point positif est que ces structures ouvrent des domaines d'activité pour de multiples catégories d'individus. Elles peuvent autant être présentées comme des offrandes au développement si elles s'avèrent incapables de répondre aux besoins et aux désirs des personnes, c'est-à-dire qu'il vaut mieux que ces structures meurent plutôt que la disparition des membres qui les composent ou le public extérieur associé à son travail et à son activité.

À la lumière de cette perspective, nous pouvons contourner ces représentations négatives de la question de la citoyenneté qui sont souvent soulevées par ceux qui ont des visions critiques, considérant que ces inconvénients sont une question passagère qui peut avoir été conduite par certaines circonstances, mais qui disparaît rapidement avec l'évolution du niveau politique des individus et des groupes.

Ainsi, nous pouvons comprendre, par exemple, ce que certaines personnes distinguent autour de la citoyenneté du marché et des citoyens du marché, comme celles mises en exergue par la chercheuse Veronica Schild<sup>57</sup> à propos de l'impact politique des programmes de réduction de la pauvreté adopté par le gouvernement socialiste au Chili en 1990, qui, selon elle, a transformé la classe ouvrière en une citoyenneté politiquement disciplinée cherchant, essentiellement, à participer activement au marché et en faisant que ses membres deviennent propriétaires de projets

---

<sup>57</sup> Schild, Veronica, 2000, Neoliberalism's New Gendered Market Citizens: The «Civilizing» Dimension of Social Programs in Chile, *Citizenship Studies* 4(3):275-305.

économiques dans lesquels leur premier et dernier objectif serait d'assurer leur survie économique, ce qui justifie, à son avis, leur qualification de citoyens de la consommation.

Peut-être est-il révolu le temps de l'idéalisme politique où un penseur comme Montesquieu s'exprimait sur le patriotisme mondial en disant «j'aime mon pays non pas parce que c'est le lieu où je suis né, mais parce qu'il fait partie du monde auquel j'appartiens»<sup>58</sup> et en disant aussi «Si je savais une chose utile à ma nation qui fût ruineuse à une autre, je ne la proposerais pas à mon prince, parce que je suis homme avant d'être Français, parce que je suis nécessairement homme, et que je ne suis Français que par hasard.»<sup>59</sup>

Le modèle de la constitution de la Révolution française de 1793 n'a pas non plus été réitéré. Il permettait à tout étranger majeur et résident en France pendant une période d'un an, d'obtenir non seulement la nationalité française, mais également tous les droits de citoyenneté, y compris le droit de vote. Les droits des étrangers ont régressé dans la plupart des pays du monde en se limitant à certains droits sociaux.

Cependant, à une époque où nous assistons à une vague de migrations massives qui traversent les frontières nationales avec autorisation et/ou sans permission, la communauté internationale se doit de reconsidérer la question de la citoyenneté et l'interpréter en fonction de ces faits qui s'imposent malgré tous les efforts déployés par de nombreux États nationaux pour les affronter ou du moins les limiter. Cette situation nécessite une révision de l'action politique parce que - comme Aristote<sup>60</sup> l'a

noté il y a longtemps - nous pratiquons la politique pour la préservation de nos vies en tant qu'êtres humains, mais faire de la politique n'est pas la vertu par laquelle on devient humain. Autrement dit, cela nécessite la pratique d'une nouvelle politique aux niveaux national et international qui reflète les valeurs humaines de la citoyenneté. Quant aux méthodes d'oppression, de positionnement, d'isolement, de construction de hauts murs et d'installation de barbelés, elles ne peuvent en aucun cas constituer une protection pour la patrie ou les citoyens, car la véritable protection est représentée dans la pratique politique consciente afin de parvenir à un traitement humain optimal avec de telles circonstances.

À partir de ce que le sociologue américain Etzioni<sup>61</sup> a proposé, dans le cadre de ses études autour des questions sur conflits et la paix, on peut emprunter le modèle qu'il a mis en évidence pour étudier la relation entre le pouvoir et l'activité humaine au sein de diverses organisations afin d'envisager la citoyenneté à la lumière de trois types de pouvoir (coercitif, rémunérateur, normatif) versus trois types d'implication (aliénation, calculateur, morale), si bien que nous obtenons neuf classes distinctes les unes des autres.

Schéma de grimas selon Etzioni :

	Aliénation	Calculateur	Morale
Coercitif	A	B	C
Rémunérateur	D	E	F
Normatif	G	H	I

Source : <https://shorturl.at/dMRY1>

<sup>58</sup> Montesquieu, *De l'Esprit des Lois*, Gallimard, Folio Essais, 2003.

<sup>59</sup> Ibid.

<sup>60</sup> Aristote, 1995, *La politique*, Librairie Philosophique Vrin.

<sup>61</sup> Jehuda de Kadt. Emanuel, 1965, Conflit et pouvoir dans la société, in : *Revue internationale des sciences sociales*, XVII, 3, p. 487-505. Etzioni, Amitai, 1968, *The Active Society*, The Free Press (New York: NY).

Comme l'a souligné Etzioni, les rapports représentent des relations plus homogènes d'une manière qui peut rendre l'activité humaine plus claire et stable, tandis que le reste des relations expriment des conditions moins homogènes, ce qui peut rendre la société plus vulnérable aux crises et aux conflits. L'avantage dont bénéficie ce modèle explicatif est que la citoyenneté et la participation n'existent pas dans le vide, mais sont nécessairement liées au type de pouvoir existant qui dispose d'un potentiel d'oppression, de motivation et d'orientation à travers diverses mesures répressives, juridiques, économiques, médiatiques et culturelles. La répression représente la contrainte, l'économie représente la motivation, la loi représente l'orientation et les médias et la culture représentent l'invitation et l'encouragement. Autrement dit, les éléments du pouvoir, de la loi, de l'argent et de la langue représentent des piliers fondamentaux qui nous aident à comprendre la citoyenneté et la participation. Bien que ce modèle explicatif vise à créer un lien binaire entre ces éléments, en réalité, la combinaison d'un certain nombre d'entre eux est parfois réalisable dans le sens où le pouvoir coercitif cherche, par exemple, à isoler certains groupes sociaux, à en motiver d'autres et à lier avec des valeurs morales d'autres, ce qui fait accroître la complexité de notre compréhension des questions de la citoyenneté et de la participation.

Élargir la participation politique pour contenir les formes de contestation et répondre à ses revendications n'est pas un problème, mais plutôt une opportunité pour la démocratie qui lui permet de se rapprocher du niveau de l'idéal démocratique.

Bref, la crise démocratique constitue en fait une sorte de renouveau, car la démocratie des urnes doit s'adapter à la politique contemporaine

et au nouveau rôle politique du citoyen. Dès lors, l'inquiétude de chacun pour l'avenir de la démocratie leur fait croire qu'il faut risquer plus de démocratie économique et sociale. De ce fait, le changement peut effrayer certains car il représente un risque réel, mais le changement paraît comme une nécessité absolue faisant que l'enjeu pour la démocratie se matérialise dans sa capacité à continuer à se développer pour garantir les droits politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux et accroître la capacité du citoyen à maîtriser son destin.

## Conclusion

À travers l'analyse, il devient clair que la citoyenneté est un processus social et éducatif qui nécessite l'attention des acteurs des diverses institutions de médiation ayant des rôles pivots et se reflétant directement sur la participation politique. Les processus de transitions politiques ont coïncidé avec certains développements de concepts synchrones avec des changements dans la société et avec la culture d'influence dans les affaires publiques.

Il ne fait aucun doute que la culture de la protestation est devenue un problème transnational en raison des contradictions que présente la politique et du ratage des opportunités de changer la réalité dans un contexte de domination de l'idéologie des régimes politiques qui ont incorporé la société dans l'État.

Les mouvements contestataires ont remis à l'ordre du jour la capacité de la société à se remettre en question à travers la possibilité de renverser le système de domination et d'instaurer une approche culturelle et politique participative sous le titre d'une citoyenneté équitable.

Les écoles de sociologie et de sciences politiques

se sont penchées sur les problématiques de la contestation et des nouveaux mouvements sociaux, à travers une approche intégrant les postulats de la mondialisation et de la pluralité des approches politiques, notamment après les crises du capitalisme mondial et l'échec des tentatives de concilier individualisme et tendance politique fermée. Il devient primordial d'intégrer ce qui a été désigné par les différentes générations des Droits de l'Homme et les nouvelles philosophies de contestation notamment «les droits de solidarité» ou «droits du nouveau millénaire» telles que les problématiques du genre, de l'environnement, des minorités, de l'identité complexe, selon l'expression d'Edgar Morin et des réseaux de sociétés.

Ces changements ont imposé des formes de mobilisation protestataire dans lesquelles la protestation est passée à l'apparition physique et l'utilisation de l'espace public comme espace de protestation, comme les mouvements Occupy<sup>62</sup> (dans 900 villes à travers le monde dans 85 pays) et ce qui s'est passé en Grèce et en Espagne avec les vagues d'accaparement de l'espace politique public, transformé en un espace citoyen qui intègre des politiciens, des militants de la société civile, des personnes marginalisées et des habitants des banlieues qui sont devenus, par la suite, la force du changement comme considérés par Louis Althusser et Slavoj Žižek.

Les médias sociaux sont devenus le centre d'un espace de réseautage et de rencontre qui permet la vitesse de circulation, comme l'a désigné Manuel Castells, qui se caractérise par la rapidité et la capacité de changement, d'ajustement et de contestation. Les «moyens de communication protestataire» n'ont pas été

le seul outil efficace pour cristalliser le discours protestataire mondialisé, mais ils se sont fondés sur la rotation du concept de citoyenneté liquide dans l'expression de Baumann et en ont fait un titre pour la révolution qui a commencé en 2008 et a dépassé la géographie de la contestation européenne pour englober depuis 2011 une partie importante du monde arabe.

Si la protestation a joué son rôle sociologique représenté dans le changement des régimes politiques ; la citoyenneté, quant à elle, n'a pas pu arborer son plein potentiel, car les crises culturelles, politiques et économiques des sociétés se sont poursuivies du fait qu'elles n'aient pas abouti à des accords de convergence politique entre les acteurs ou entre l'État et la société. Par conséquent, nous présentons, ici, un certain nombre de recommandations qui concernent la réalité tunisienne :

- Repenser la citoyenneté non pas sous l'angle de ses connotations culturelles mais d'un point de vue politique qui reconsidère la qualité et l'ampleur de la participation politique égale.
- Profiter de ces leçons de va-et-vient entre les espaces virtuels et les espaces physiques que nous donnent l'histoire dans la mise à profit des médias sociaux comme leviers du débat politique face à la fermeture de l'espace public ;
- Penser à de nouveaux mécanismes de réseautage et de travail en équipe ;
- Organiser la mobilisation sur la base de la réfutation de l'idéologie et du positionnement politique ;
- Permettre l'expansion générationnelle des individus et des droits au sein des organisations de la société civile et des partis politiques.

<sup>62</sup> Noam Chomsky, 2012, *Occupy*, Penguin.

### Liste bibliographique

- 1 - Arendt, Hannah, *Qu'est-ce que la politique ?* (Paris : Seuil, 1995).
- 2 - Aristote, *La politique* (Paris : Librairie Philosophique Vrin, 1995).
- 3 - Bauman. Zygmunt, Bordini. Carlo, *State of Crisis*, (London: Cambridge, Polity, 2014).
- 4 - Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. de l'allemand par L. Bernardi (Paris : Aubier, 2001).
- 5 - Bourdieu, Pierre, *Sociologie et démocratie* (Paris : Presses Universitaires Lyon, 2023).
- 6 - *La misère du monde* (Paris: Seuil, 1993).
- 7 - «L'opinion publique n'existe pas»• *Les temps modernes*, no 318, (1973)• p. 1292-1309.
- 8 - *La reproduction* (Paris: Editions de Minuit, 1970).
- 9 - De Briey, Laurent, *Le sens du politique Essai sur l'humanisme démocratique* (Paris : Mardaga, 2009).
- 10 - Brun, Frédéric, « La révolution en Tunisie », *Multitudes*, vol. 44, no. 1, (2011), pp. 22-25.
- 11 - Butler. Judith. P. *Trouble dans le genre Le féminisme et la subversion de l'identité* (Paris : La Découverte, 1990).
- 12 - Castells, Manuel, *La société en réseau* (Paris : Fayard, 2001).
- 13 - Castoriadis, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société* (Paris : Seuil, 1999).
- 14 - Crozier, Michel et Friedberg, Ehrard, *l'acteur et le système* (Paris : Seuil, coll. « Points essais », 2007).
- 15 - Derrida, Jacques et Habermas, Jürgen, *Le «concept» du 11 septembre. Dialogues à New York*, *présentés et commentés par Giovanna Bordini* (Paris : Galilée, 2004).
- 16 - Emeran, C, *Occupy, un mouvement social au XXI<sup>e</sup> siècle* (Paris : Cités, 2013).
- 17 - Etzioni, Amitai, *The Active Society* (New York: The Free Press, 1968).
- 18 - Fabre, Michel, “John Dewey versus Hannah Arendt”, *Recherches & éducations* (2023), accessed on: 13 July 2023. At: <https://shorturl.at/arBS7>.
- 19 - Favre, Pierre, *Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics*, Pierre Favre éd., L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations (Paris : La Découverte, 2007).
- 20 - Fillieule, Olivier, et Danielle Tartakowsky, «La manifestation dans l'espace public», La manifestation. Sous la direction de Fillieule Olivier, Tartakowsky Danielle. *Presses de Sciences Po*, 2013, pp. 139-174.
- 21 - Foucault, Michel, *Surveiller et punir, Naissance de la prison* (Paris : Gallimard, 1975).
- 22 - Garcia Fernandez, A., & Petithomme, M. (Eds.) 2016. *Contester en Espagne : Crise démocratique et mouvements sociaux*. Demopolis.
- 23 - Goffman, Erving, *La Mise en scène de la vie quotidienne* (Paris : Les Editions de Minuit, 1973).
- 24 - Habermas Jürgen, *Espace public et démocratie délibérative* (Paris : Gallimard, coll. «NRF Essais, 2023).
- 25 - *L'intégration républicaine* (Paris : Fayard, 1998).
- 26 - *Théorie de l'agir communicationnel* (Paris : Fayard, 1981).
- 27 - Ben Habib, Seyla, « Le printemps arabe : religion, révolution et espace public », *in raison publique*, <https://shorturl.at/ovxQ3>.

- 28 - Honneth, Axel, *Un monde de déchirements* (Paris : La Découverte, 2013).
- 29 - *La société du mépris* (Paris: La Découverte, 2008).
- 30 - Jehuda de Kadt. Emanuel, «Conflit et pouvoir dans la société», in *Revue internationale des sciences sociales*, XVII, 3, (1965), p. 487-505.
- 31 - Kelsen, Hans, *La Démocratie : sa nature, sa valeur* (Paris : Dalloz, 2004).
- 32 - Labib, Taher et autres, *La société civile* (Tunis : Samed, 1991).
- 33 - Manin, Bernard, *Principes du gouvernement représentatif* (Paris : Calmann-Lévy, 1995).
- 34 - Montesquieu, *De l'Esprit des Lois* (Paris : Gallimard, Folio Essais, 2003).
- 35 - Mrin, Edgar, Hessel, Stéphane, *Le chemin de l'espérance* (Paris : Fayard, 2011).
- 36 - Morin, Edgar. «Les sept savoirs nécessaires», *Revue du MAUSS*, vol. n° 28, no. 2, 2006, pp. 59-69.
- 37 - Nash, Manning (1984) *The Dynamics of Modernization In Developing Nations*, Routledge; 1st edition, *Unfinished Agenda*.
- 38 - Negt, Oskar. «L'espace public oppositionnel aujourd'hui», *Multitudes*, vol. 39, no. 4, 2009, pp. 190-195.
- 39 - Negri, Antonio. « Multitude : guerre et démocratie à l'époque de l'Empire », *Multitudes*, vol. no 18, no. 4, 2004, pp. 107-117.
- 40 - Piketty, Thomas, *Une brève histoire de l'égalité* (Paris : Points, 2023).
- 41 - Rawls, John, *Théorie de la justice* (Paris : Seuil, 1999).
- 42 - Schild, Veronica (2000), *Neoliberalism's New Gendered Market Citizens: The 'Civilizing' Dimension of Social Programs in Chile*, *Citizenship Studies* 4(3):275-305.
- 43 - Sikka, Nadine. «Nouveaux mouvements sociaux et révolution égyptienne», *Outre-Terre*, vol. 29, no. 3, 2011, pp. 365-371.
- 44 - Starck, Philippe, «Un nouveau mouvement social ?», *VST - Vie sociale et traitements*, vol. n° 85, no. 1, 2005, pp. 84-93.
- 45 - Le Texier, Thibault. « Bourdieu (Pierre), Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992, édition établie par P. Champagne, R. Lenoir, F. Poupeau et M.-C. Rivière, Paris, Seuil-Raisons d'agir, 2012, 672 p.», *Politix*, vol. 99, no. 3, 2012, pp. 261-264.
- 46 - Touraine, Alain, *Un nouveau paradigme : Pour comprendre le monde d'aujourd'hui* (Paris : Fayard Edition, 2005).
- 47 - Žižek, Slavoj, *The Year of Dreaming Dangerously* (Paris: Verso edition, 2012).

### Webographie :

<https://www.france24.com/fr/20110126-mouvement-six-avril-mobilisation-jeunesse-egyptienne-toile-manifestation-egypte-moubarak-le-caire-ouvriers-coton>

<https://www.youtube.com/watch?v=-1aP00ZNqHA>

[https://www.researchgate.net/publication/248984333\\_Neoliberalism's\\_New\\_Gendered\\_Market\\_Citizens\\_The\\_'Civilizing'\\_Dimension\\_of\\_Social\\_Programmes\\_in\\_Chile](https://www.researchgate.net/publication/248984333_Neoliberalism's_New_Gendered_Market_Citizens_The_'Civilizing'_Dimension_of_Social_Programmes_in_Chile)

Another World Is Possible”: How Occupy Wall Street Reshaped Politics, Kicked Off New Era of Protest, on 17 sept. 2021, at <https://shorturl.at/czFQT>.

Toute l'histoire du mouvement des Gilets jaunes, on 10 déc. 2018, at <https://shorturl.at/bdHLS>.

<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-7-ete-2015/debats/article/une-nouvelle-sociologie-pour-les-nouveaux-mouvements-sociaux>.

<http://www.mondialisations.org/php/public/art.php?id=34757&lan=FR>

<https://www.project-syndicate.org/commentary/the-globalization-of-protest-2011-11/french>

<https://www.equipespopulaires.be/wp-content/uploads/2017/12/pr48.pdf>.